



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne – Franche-Comté*

*Unité Départementale de la Côte d'Or*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
N° 236.....DU 28.04.2019

METTANT LA SOCIÉTÉ BABOILLARD BERNARD EN DEMEURE  
DE RECONSTITUER DES GARANTIES FINANCIÈRES DE REMISE EN ÉTAT  
DE LA CARRIÈRE SITUÉE À MAGNY-LAMBERT

-----  
**Société BABOILLARD Bernard**

-----  
Commune de Magny-Lambert

-----  
LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ  
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VISAS ET CONSIDÉRANTS**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-8, L.511-1, L.516-1, R.516-1 à R.516-5 et R.512-39-1 à R.512-39-3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et notamment son article 12 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 autorisant la société BABOILLARD Bernard à exploiter une carrière située à Magny-Lambert au lieu-dit « Crais Moriot » pendant trente ans et notamment ses articles 1.6.4. et 1.6.9. ;

**Vu** le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées en date du 20 mars 2019 ;

**Vu** l'acte de cautionnement solidaire, d'un montant de 71 325 €, établi le 17 mars 2013 par la société Crédit Agricole Champagne-Bourgogne pour la période allant du 17 mars 2014 jusqu'au 12 mars 2019 ;

**Vu** le courrier du 1<sup>er</sup> avril 2019, réceptionné le 4 avril 2019, notifiant à l'exploitant le projet de mise en demeure de reconstituer des garanties financières dans le cadre de la procédure contradictoire avant décision, et l'informant du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Considérant** que la société BABOILLARD Bernard a été autorisée à exploiter une carrière située à Magny-Lambert par arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 pour une durée de trente ans ; que l'acte de cautionnement solidaire constitué pour la remise en état de la carrière située à Magny-Lambert a expiré le 12 mars 2019 ;

**Considérant** que les garanties financières doivent être constituées pour une période minimale de deux ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance ;

**Considérant** que le préfet détermine la date à laquelle l'obligation de garanties financières peut être levée, lorsque le site a été remis en état ou lorsque l'activité a été arrêtée ; que la décision du préfet constatant qu'il n'y a plus lieu de maintenir les garanties financières est communiquée au garant ;

**Considérant** que l'article 1.6.9 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 susvisé dispose que l'obligation de disposer de garanties financières ne peut être levée que par arrêté préfectoral, après constat établi par l'inspecteur des installations classées de la remise en état conforme aux prescriptions de l'autorisation d'exploiter et du respect des procédures réglementaires de cessation d'activité ; que la société BABOILLARD Bernard méconnaît les dispositions de l'article 1.6.9 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 susvisé ;

**Considérant** que les garanties financières, dans le cas des carrières, sont destinées à assurer la remise en état du site après fermeture ; que l'acte de cautionnement solidaire a pris fin le 12 mars 2019 et que les garanties de remise en état de la carrière située à Magny-Lambert ne sont plus constituées ; que, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées et sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le montant des garanties financières de remise en état de la carrière fixé par l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 susvisé s'élève à 60 446 € pour la période 2017-2022 (Phase 3) ; que ce montant, après actualisation en fonction de l'évolution de l'indice TP01 et selon la formule donnée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé s'élève à 78 149 € ; que ce montant permet de financer les travaux de remise en état du site ;

**Considérant** qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations en vertu du code de l'environnement, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ; qu'il convient de mettre en demeure la société BABOILLARD Bernard de constituer des garanties financières de remise en état de la carrière située à Magny-Lambert ;

**Considérant** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier du 1<sup>er</sup> avril 2019 susvisé ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société BABOUILLARD Bernard, RCS Dijon B 384 426 037 / SIREN 384 426 037 dont le siège social est situé rue de l'église - 21450 CHAUME LES BAIGNEUX, est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de constituer des garanties financières de remise en état de la carrière située à Magny-Lambert dans les conditions fixées par l'article R.516-2 du code de l'environnement et par l'article 1.6.4. de l'arrêté préfectoral du 26/10/2007 susvisé.

**Article 2 :** Faute pour la société BABOUILLARD Bernard de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à la société BABOUILLARD Bernard.

Le Tribunal Administratif peut être saisi, dans le délai mentionné au premier alinéa, d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :** Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la Préfecture de la Côte d'Or et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société BABOUILLARD Bernard par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au maire de Magny-Lambert,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (unité départementale de la Côte d'Or)
- au sous préfet de l'arrondissement de MONTBARD

Fait à Dijon, le **29 AVR. 2019**

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Christophe MAROT

1. *Chrysomelids* 2. *Curculionids* 3. *Chrysomelids* 4. *Chrysomelids* 5. *Chrysomelids* 6. *Chrysomelids* 7. *Chrysomelids* 8. *Chrysomelids* 9. *Chrysomelids* 10. *Chrysomelids* 11. *Chrysomelids* 12. *Chrysomelids* 13. *Chrysomelids* 14. *Chrysomelids* 15. *Chrysomelids* 16. *Chrysomelids* 17. *Chrysomelids* 18. *Chrysomelids* 19. *Chrysomelids* 20. *Chrysomelids* 21. *Chrysomelids* 22. *Chrysomelids* 23. *Chrysomelids* 24. *Chrysomelids* 25. *Chrysomelids* 26. *Chrysomelids* 27. *Chrysomelids* 28. *Chrysomelids* 29. *Chrysomelids* 30. *Chrysomelids* 31. *Chrysomelids* 32. *Chrysomelids* 33. *Chrysomelids* 34. *Chrysomelids* 35. *Chrysomelids* 36. *Chrysomelids* 37. *Chrysomelids* 38. *Chrysomelids* 39. *Chrysomelids* 40. *Chrysomelids* 41. *Chrysomelids* 42. *Chrysomelids* 43. *Chrysomelids* 44. *Chrysomelids* 45. *Chrysomelids* 46. *Chrysomelids* 47. *Chrysomelids* 48. *Chrysomelids* 49. *Chrysomelids* 50. *Chrysomelids* 51. *Chrysomelids* 52. *Chrysomelids* 53. *Chrysomelids* 54. *Chrysomelids* 55. *Chrysomelids* 56. *Chrysomelids* 57. *Chrysomelids* 58. *Chrysomelids* 59. *Chrysomelids* 60. *Chrysomelids* 61. *Chrysomelids* 62. *Chrysomelids* 63. *Chrysomelids* 64. *Chrysomelids* 65. *Chrysomelids* 66. *Chrysomelids* 67. *Chrysomelids* 68. *Chrysomelids* 69. *Chrysomelids* 70. *Chrysomelids* 71. *Chrysomelids* 72. *Chrysomelids* 73. *Chrysomelids* 74. *Chrysomelids* 75. *Chrysomelids* 76. *Chrysomelids* 77. *Chrysomelids* 78. *Chrysomelids* 79. *Chrysomelids* 80. *Chrysomelids* 81. *Chrysomelids* 82. *Chrysomelids* 83. *Chrysomelids* 84. *Chrysomelids* 85. *Chrysomelids* 86. *Chrysomelids* 87. *Chrysomelids* 88. *Chrysomelids* 89. *Chrysomelids* 90. *Chrysomelids* 91. *Chrysomelids* 92. *Chrysomelids* 93. *Chrysomelids* 94. *Chrysomelids* 95. *Chrysomelids* 96. *Chrysomelids* 97. *Chrysomelids* 98. *Chrysomelids* 99. *Chrysomelids* 100. *Chrysomelids*